



LA CHRONIQUE DE THOMAS PIKETTY

Le choc Sanders

Comment interpréter l'incroyable succès du « socialiste » Bernie Sanders aux primaires américaines ? Le sénateur du Vermont devance désormais Hillary Clinton parmi l'ensemble des sympathisants démocrates de moins de 50 ans, et seuls les seniors permettent à Hillary de maintenir l'avantage. Face à la machine Clinton et au conservatisme des grands médias, Bernie ne gagnera peut-être pas la primaire. Mais la preuve est faite qu'un autre Sanders, sans doute plus jeune et moins blanc, pourrait un jour prochain gagner la présidentielle américaine et changer le visage du pays. Par bien des aspects, on assiste à la fin du cycle politico-idéologique ouvert par la victoire de Ronald Reagan aux élections de novembre 1980.

Revenons en arrière. Des années 1930 aux années 1970, les Etats-Unis mènent une ambitieuse politique de réduction des inégalités. En partie pour ne pas ressembler au Vieux Continent, alors perçu comme hyper-égalitaire et contraire à l'esprit démocratique américain, le pays invente dans l'entre-deux-guerres l'impôt fortement progressif sur les revenus et les successions, et met en place des niveaux de progressivité fiscale jamais utilisés de notre côté de l'Atlantique.

De 1930 à 1980, pendant un demi-siècle, le taux applicable aux revenus américains les plus élevés (supérieurs à 1 million de dollars par an) est en moyenne de 82%, avec des pointes à 91% des années 1940 aux années 1960, de Roosevelt à Kennedy, et toujours 70% lors de l'élection de Reagan en 1980.

Cette politique n'affecte en rien la vigoureuse croissance américaine de l'après-guerre, sans doute parce que cela ne sert pas à grand-chose de payer des super-managers 10 millions de dollars plutôt que 1. L'impôt successoral, tout aussi progressif, avec des taux applicables aux plus grandes fortunes de l'ordre de 70% à 80% pendant des décennies – alors que ce taux n'a presque jamais dépassé 30%-40% en Allemagne ou en France –, réduit fortement la concentration des patrimoines américains, sans les guerres et les destructions européennes.

Capitalisme mythique

Les Etats-Unis mettent également en place dès les années 1930 un salaire minimum fédéral, bien avant les pays européens, et dont le niveau (exprimé en dollars de 2016) dépasse à la fin des années 1960 les 10 dollars par heure, de loin le plus élevé de l'époque. Tout cela sans chômage, ou presque, car le niveau de productivité et du système éducatif le permet. C'est également le moment où les Etats-Unis mettent enfin un terme aux discriminations raciales légales toujours en place dans le sud du pays, fort peu démocratiques, et lancent de nouvelles politiques sociales.

Mais tout cela provoque de fortes résistances, notamment parmi les élites financières et dans les franges réactionnaires de l'électorat blanc. Humiliée au Vietnam, l'Amérique des années 1970 s'inquiète en outre du fait que les vaincus de la guerre (Allemagne et Japon en tête) la rattrapent à vive allure. Elle souffre aussi de la crise pétrolière, de l'inflation et de la sous-indexation

LE SUCCÈS DU SÉNATEUR DU VERMONT À LA PRIMAIRE DÉMOCRATE MONTRE QU'UNE BONNE PARTIE DE L'AMÉRIQUE EST LASSÉE DE LA MONTÉE DES INÉGALITÉS ET DES PSEUDO- ALTERNANCES

des barèmes fiscaux. Reagan surfe sur toutes ces frustrations et se fait élire en 1980 sur un programme visant à rétablir un capitalisme mythique des origines. Le point d'orgue est la réforme fiscale de 1986, qui met fin à un demi-siècle de forte progressivité fiscale et abaisse à 28% le taux applicable aux plus hauts revenus.

Ce choix ne sera jamais véritablement remis en cause par les démocrates des années Clinton (1992-2000) et Obama (2008-2016), qui stabiliseront ce taux autour de 40% (deux fois plus bas que le niveau moyen de la période 1930-1980), avec à la clé une explosion des inégalités et des rémunérations mirobolantes, tout cela avec une croissance faible (mais un peu supérieure à l'Europe, engluée dans d'autres problèmes) et la stagnation du revenu du plus grand nombre.

Agenda progressiste

Reagan décide également de geler le niveau du salaire minimum fédéral, qui, à partir des années 1980, sera lentement mais sûrement grignoté par l'inflation (guère plus de 7 dollars par heure en 2016, contre près de 11 dollars en 1969). Là encore, ce nouveau régime politico-idéologique a été à peine atténué par les alternances démocrates Clinton et Obama.

Le succès remporté aujourd'hui par Sanders montre qu'une bonne partie de l'Amérique est lassée de la montée des inégalités et de ces pseudo-alternances, et entend renouer avec l'agenda progressiste et la tradition égalitaire américaine. Hillary Clinton, qui se battait à gauche de Barack Obama en 2008, notamment sur l'assurance-santé, apparaît aujourd'hui comme la tenante du statu quo, l'héritière du régime politique Reagan-Clinton-Obama.

Bernie propose clairement de rétablir la progressivité fiscale et un salaire minimum élevé (15 dollars par heure). Il y ajoute la gratuité de la santé et de l'université, dans un pays où l'inégalité d'accès aux études a atteint des sommets inouïs, et met en évidence un gouffre béant avec les lénifiants discours méritocratiques tenus par les gagnants du système.

Dans le même temps, le Parti républicain s'enfoncé dans un discours hyper-nationaliste, anti-immigrés et anti-islam (religion pourtant quasi absente des Etats-Unis), et dans une glorification sans limite de la fortune à la peau blanche. Les juges nommés sous Reagan et Bush ont fait sauter toute limitation légale à l'influence de l'argent privé dans la vie politique, ce qui complique singulièrement la tâche de candidats comme Sanders. Mais les nouvelles formes de mobilisation politique et de financement participatif peuvent l'emporter et faire entrer l'Amérique dans un nouveau cycle politique. On est bien loin des tristes prophéties sur la fin de l'histoire. ■

piketty.blog.lemonde.fr

UN REMANIEMENT DE PREMIER SECRÉTAIRE

ÉDITORIAL M

François Hollande n'a pas réussi son coup. Le grand remaniement du gouvernement, attendu depuis le lendemain des élections régionales, a débouché sur un ravalement de façade – avec 38 ministres et secrétaires d'Etat au lieu de 32 –, voire sur un simple rapiéçage. Le chef de l'Etat, qui excellait dans l'exercice quand, premier secrétaire du Parti socialiste, il recomposait sa direction, a constitué une équipe à partir de petits calculs politiques en vue de l'élection présidentielle de 2017. Mais elle met davantage en lumière l'émiettement de la gauche qu'elle ne concourt à son rassemblement. Le remaniement du 11 février se résume à une kyrielle de trompe-l'œil.

Trompe-l'œil sur le retour des écologistes, qui avaient quitté le gouvernement en même temps que Jean-Marc Ayrault. La nomination d'Emmanuelle Cosse au ministère du logement aurait été une belle prise de guerre si, au-delà de la manœuvre visant Cécile Duflot, elle s'était accompagnée d'une réintégration d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) dans la majorité. Or, elle va surtout accélérer l'éclatement d'EELV, que les deux secrétaires d'Etat Verts, Barbara Pompili et Jean-Vincent Placé, avaient déjà quitté. L'avenir de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes pollue toujours le débat. En faisant revenir, avec M. Ayrault, un partisan résolu du projet, et entrer, avec M^{me} Cosse, une farouche adversaire, M. Hollande botte en touche en proposant un référendum local. Cette solution, suggérée au départ par Daniel Cohn-Bendit, aurait le mérite d'éviter que cet interminable feuilleton perturbe la campagne présidentielle. Mais elle révèle l'incapacité du gouvernement à trancher sur un sujet qui, depuis 2012, le divise profondément.

Trompe-l'œil sur la parité. Certes, le gouvernement, qui n'était plus paritaire depuis le départ de Christiane Taubira, l'est redevenu. Il y a autant de femmes que d'hommes chez les ministres comme chez les secrétaires d'Etat. Si des femmes détiennent des portefeuilles importants – Ségolène Royal (environnement), Najat

Vallaud-Belkacem (éducation nationale), Myriam El Khomri (travail), Marisol Touraine (affaires sociales), toutes protocolairement dans les premiers rangs – aucune ne détient un poste régalié. Comme si les principales manettes de l'Etat devaient rester masculines.

Trompe-l'œil encore sur le caractère opérationnel du gouvernement. Sur les dix nouveaux, huit n'ont jamais eu d'expérience ministérielle et devront faire leur apprentissage dans un temps très court. Et, parmi la pléthore de secrétaires d'Etat (20), beaucoup vont se retrouver hors sol, sans moyens. Il en sera ainsi pour les deux innovations, Ericka Bareigts (égalité réelle) et Juliette Méadel (aide aux victimes), titulaires de fonctions à l'utilité incertaine et sans appui d'une administration précise. Le 11 février, le président a assuré qu'il réformerait jusqu'au terme des quatorze mois qui le séparent de la présidentielle. Mais, en réalité, son temps « utile » ne sera que de quatre mois d'ici à l'été. A la rentrée de septembre, on sera déjà dans la campagne présidentielle.

M. Hollande s'est peut-être rassuré lui-même en formant une équipe pré-présidentielle davantage à sa main, mais on est bien loin du nouveau souffle ou du gouvernement de combat qu'on pouvait attendre pour réformer jusqu'au bout. D'autant que le président est resté bien flou sur un éventuel grand dessein. ■

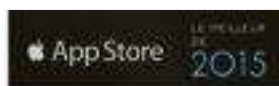


LA MATINALE DU MONDE LE MEILLEUR DE L'INFO 7 JOURS SUR 7



SWIPEZ, SÉLECTIONNEZ, LISEZ

L'application La Matinale du Monde est téléchargeable gratuitement dans vos stores. A retrouver en intégralité pour 4,99 € par mois sans engagement avec le premier mois offert. Les abonnés du Monde ont accès à l'intégralité des contenus.



Le Monde